

**Développement durable: le
nouveau paradigme du
capitalisme revisité**

Noureddine CHOUAKRIA
**Université Badji Mokhtar-
Annaba**

Résumé

Avec le choc pétrolier des années 1970 qui consacra définitivement la fin de la période de la quasi gratuité de l'acquisition de l'énergie fossile disponible, les pays industrialisés s'éveillent enfin à la perspective d'une ressource définitivement «coûtante» et désormais soumise à la perspective de son extinction quasi certaine pour les quelques décennies à venir. Ce contexte catalyseur favorisa l'émergence du paradigme du « développement durable », perçu comme le model idoine d'une gestion des ressources de la planète perçues sous l'angle de leur préservation. Le présent article démystifie cette approche qui révèle surtout un discours essentiellement légitimateur du continuum des mêmes pratiques capitalistes globalisées de développement.

I. Introduction

Enoncée pour la première fois en 1980 dans le rapport «*La Stratégie Mondiale pour la Conservation de la Nature* », la notion de « développement durable »¹ (DD) n'acquies véritablement ses lettres de noblesse et sa consécration (pour ainsi dire « canonique »), que grâce au rapport Brundtland.² Le terme DD connut une diffusion si générale, pour ne pas dire hégémonique, que son intrusion, sa propagation, son adoption et sa diffusion acquies très vite le statut de ce que les spécialistes en marketing et en communication, appellent « le marketing viral » (ou le « Word of Mouth Marketing »), c'est à dire le statut du message initial qui, diffusé en boucles excentriques, connaît une propagation si amplifiée et si

Abstract

With the oil shock of the 1970's that put an end to the era of the almost symbolic price free acquisition of the available fossil energy, the industrialized economies awakened at last to the perspective of a "costly" resource that is also doomed to its ultimate extinction for the forthcoming decades. Such a catalytic context prompted and favored the emergence of the paradigm of "sustainable development", which declines itself as a dedicated model in being openly conscious about the necessity of preserving the planet resources. The present article demystifies this approach which thus reveals in essence a discourse basically dedicated to the continuum of the same global capitalist practices.

rapide qu'il se multiplie et se diffuse à la manière illimitée d'un virus en période pandémique.

Aujourd'hui la diffusion et la reprise de cette notion a littéralement «phagocyté», «colonisé» et conquis non seulement l'essentiel des discours ayant trait aux deux questions immédiates devenues si organiquement connexes l'une de l'autre, comme celle du «développement» et «d'environnement»,³ mais également les thématiques qui en sont les plus invraisemblablement éloignées, telles les transports, la psychologie, etc.

Avant d'étudier la portée et la manière dont cette notion de DD s'est progressivement lovée dans les travaux scientifiques et parasite le discours dominant jusqu'à devenir consensuelle et allant idéologiquement de soi, étudions au préalable les conditions ayant prévalu à l'émergence de la nouvelle approche, et à la «nouvelle» manière orientée de voire «correctement » les choses.

II. DD : la genèse

Dans l'énoncé des questions traitées, l'esprit de l'approche Brundtland apparaît d'emblée sous la forme d'une approche à la fois technique, globale et surtout « neutre », tant par rapport à une quelconque référence explicite directe que par rapport à un quelconque système économique donné.

A travers la référence à «l'éco développement», cette approche veut volontairement concilier, dans une vision globale, à la fois l'approche économique et l'approche écologique. En d'autres termes, il s'agit désormais d'élaborer un modèle global de «développement» économique conçu d'abord par rapport à des objectifs écologiques et environnementaux, précis et ciblés.

Le *constat* à partir duquel se justifie l'élaboration et l'architecture du nouveau paradigme du DD,⁴ est fondé sur la combinaison des effets de deux crises majeures: une crise économique et une crise environnementale.

1- La crise environnementale globale: Elle concerne en générale les atteintes récurrentes à la nature et aux dégradations de l'écosystème. Celles ci sont multiples:

- Epuisement progressif des ressources non renouvelables, telles les énergies fossiles,

- Agressions contre la nature à travers la répétition de catastrophes « naturelles » majeures (inondations de grande amplitude, tempêtes et cyclones dévastateurs, canicules, désertification rampante, etc.).
- Le recul de la résilience de la nature sous l'effet d'un appauvrissement de sa biodiversité dû à la disparition soutenue d'espèces végétales et animales endémiques en relation avec le mode d'exploitation intensif des terres en engrais, pesticides, herbicides.
- Un réchauffement climatique de la planète lié aux gaz à effets de serre (GES), particulièrement le CO₂ (le dioxyde de carbone), et de ses incidences négatives sur la pérennité de la fixation spatiale des populations à cause de la montée du niveau des eaux liée à la fonte de la calotte glacière et des sommets glaciers, ainsi que sur la perte connexe de surfaces arables qui y sont liées (phénomène aussi décrit sous le vocable de « réfugiés écologiques »), etc.
- Recul du potentiel agricole et alimentaire, sous l'effet cumulé de la dégradation et de l'érosion des sols, etc.

2- La « crise sociale »: Elle est perçue à travers les disparités sociales globales⁵ entre pays développés et pays « sous-développés », avec un double effet cumulatif pervers. La majorité des populations des pays du Sud, est en effet non seulement exclue économiquement de la répartition mondiale des richesses produites, mais elle est aussi celle qui subit le plus les effets, directs et indirects, de la dégradation de l'environnement et de la « crise écologique ».

Comme lieu de réceptacle des déchets industriels à fort potentiel toxique en provenance des pays industrialisés,⁶ les pays du Sud, économiquement fragilisés par, non seulement l'absence d'une organisation sociale adéquate, mais aussi celle du tissu industriel qui en aurait été le soubassement, subissent frontalement, et ce de la manière agressive la plus violente, la dégradation et la contamination de leur environnement. A cause de leur choix comme sites de stockage, ces pays subissent ainsi, non seulement une contamination irrémédiable de leurs nappes phréatiques (ce qui obère et aggrave ainsi les conditions d'alimentation des populations en eau, en quantité et en qualité suffisante), mais aussi et surtout une dégradation biologique générale des cours d'eau de proximité entraînant non seulement une extermination de toute forme de vie marine, mais également l'éradication économique de toute forme d'activité de pêche de proximité, ainsi qu'une déstructuration définitive des formes

d'organisation sociale ancestrales de la population axées sur cette forme intégrative d'activité économique de subsistance, etc.

Par ce genre de pratiques combinées aux retombées les plus diverses et multiformes du réchauffement climatique liées aux effets «collatéraux» du développement industriel des pays développés (en quelque sorte le bilan forcé indirect et involontaire à la charge des pays pauvres), ces pays dits du Sud portent désormais l'empreinte indélébile des contrecoûts de ce que les idéologues du DD appellent par euphémisme «la crise environnementale globale».

Le premier jalon qui marque significativement l'émergence, à l'échelle globale, du paradigme du DD et de son affirmation, est sans conteste celui du travail effectué par l'ONG «*Club de Rome*» en 1968, à partir d'une réflexion ouvertement globale concernant le devenir et les perspectives de la planète compte tenu des *limites* que l'extrapolation des tendances actuelles de la croissance économique allait inévitablement poser.⁷

Le travail de prospective qui fut réalisé par l'équipe de recherche du MIT (*Massachusetts Institute of Technology*) pour le compte du *Club de Rome*, sous la direction de Denis Meadows, publiât ses résultats en 1972, sous le titre «*the limits to growth*».⁸

Elaboré sur la base de 5 paramètres importants (production alimentaire, production industrielle, utilisation de ressources non renouvelables, population et pollution), la modélisation informatique de la simulation de la croissance à long terme aboutit à une conclusion fondamentale sans nuance: la croissance continue (c'est-à-dire illimitée), est incompatible avec un patrimoine mondial constitué de ressources *finies et limitées*. En d'autres termes, la poursuite de la croissance actuelle finira inévitablement par *épuiser* les ressources sur lesquelles repose ce même développement.

Selon les prédictions de ce modèle, à l'horizon 2100, l'exploitation exhaustive et continue des ressources de la planète, débouchera inmanquablement sur une chute de la population globale, conséquence de la baisse de la production alimentaire par tête, à cause de l'épuisement de la ressource «terre agricole» du fait non seulement de sa limite physique proprement dite, mais aussi de sa dégradation sous l'effet de la pollution environnementale et de sa surexploitation intensive.⁹

Les implications de la perception d'un tel scénario, imposent dès lors une *anticipation* sur l'issue fatale: agir maintenant pour *différer*

pour le plus loin possible, la réalisation de la perspective catastrophique du monde, en révisant la manière de conduire la croissance elle-même, et de mettre en place une politique globale de préservation de la terre et de ses ressources, guidée par les principes de débat, de «partage»,«d'universalisme», de précaution et de responsabilité afin que tout pollueur soit obligatoirement «payeur».¹⁰ Le souci de «préservation» des ressources de la terre des risques de leur épuisement afin de les considérer et les gérer comme un patrimoine transgénérationnel commun au genre humain, fait désormais son chemin à travers l'éclosion d'ONG écologiques diverses à ramifications transnationales,¹¹ du travail des institutions internationales, ainsi que de celui d'universitaires, d'experts, de scientifiques, de politiques, etc.

Cette nouvelle culture écologique essaima et contribua à l'émergence d'une «nouvelle» vision du monde que les institutions internationales furent les premières à populariser et à mettre en avant du débat politique.

Ainsi, en 1972, l'acte institutionnel fondateur de ce qui deviendra plus tard le paradigme du DD, verra le jour avec le «*Premier sommet de la terre*» à Stockholm en 1972, avec la «*Conférence des N.U. sur l'environnement humain*». L'ébauche d'une première synthèse¹² entre «écologie» et «développement» voit ainsi le jour et commence à se dégager. Le fondement cardinal de toute politique de développement futur étant dorénavant son encrage au *préalable écologique*: c'est-à-dire celui qui garantit la *préservation* et *l'amélioration* des équilibres environnementaux globaux.

Cette conférence se dote aussi d'une structure permanente en charge des questions d'environnement: le *Programme des Nations Unies pour l'Environnement* (PNUE). A partir de cette date fondatrice de la culture de l'écologisme, une «explosion» de conférences internationales, toutes dédiées aux questions d'environnement et des valeurs qui s'y rattachent, établissent l'inventaire thématique de la dégradation de la planète et des questions capitales en matière d'environnement¹³: désertification et dégradation des sols, réchauffement climatique et gaz à effets de serre, pollutions, population et environnement, habitat et environnement, santé et environnement, développement durable, de la Connaissance à l'ère du XXI siècle et du DD,¹⁴ etc.

Le premier effort de conceptualisation et de formalisation de cette nouvelle approche paradigmatique du développement intégratif des questions d'environnement, vient de la «*Commission Mondiale sur l'Environnement et du Développement*» (ou «*Commission Brundtland*»), qui après trois années d'auditions, de contacts et de discussions avec des ONG, des experts, des gouvernements, des scientifiques, des fonctionnaires d'institutions internationales, des entreprises, de citoyens, etc., consacra dans son rapport final, «*Notre Avenir à Tous*», ce qui va relever désormais de «l'Environnement Développementale» et du «Développement Environnemental», c'est-à-dire ce qui va fonder le paradigme de la nouvelle vision du «développement». Ainsi formulé, «*tout développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* » est par définition un DD.

Par cet énoncé *global* (l'environnement à travers ses ressources est perçu comme un patrimoine universel commun), *indifférencié* (les générations concernées sont celles du genre humain en général, indépendamment de leur appartenance aux nations riches ou aux nations pauvres), *coresponsable* (souci transgénérationnel ¹⁵ constant dans l'exploitation des ressources) et de *l'égalité* « assumée » quant aux conditions dans lesquelles ces générations accèdent à la satisfaction de leurs besoins, ce paradigme se confîne d'emblée dans une vision philosophique qui fait curieusement *abstraction* des conditions *réelles* dans lesquelles se trouvent les sociétés d'aujourd'hui, à savoir:

1. Un environnement soumis à l'influence de forces économiques *marchandes autonomes* et de forces d'intérêts dont l'intérêt public, domaine par excellence des questions d'environnement, n'est ni la préoccupation, ni l'objectif.
2. Une inégalité économique croissante entre pays riches et pays pauvres.
3. Enfin, une inégalité des générations selon leur appartenance à l'une ou l'autre des nations du monde, et surtout aussi, selon leur clivage de classe en tant que fraction « aisée » ou fraction « pauvre » au sein de leur propre nation (la « génération » selon le critère d'âge est aussi une abstraction par rapport aux différenciations économiques, politiques, culturelles et sociales sévissant au sein d'une même génération).

A travers le choix de telles hypothèses, s'opère ainsi ce qu'il convient d'appeler un premier «détournement» de l'esprit déclaré du paradigme. Comme il le sera démontré, ce *contournement* d'approche n'est cependant, ni fortuit, ni maladroit. Il traduit plutôt la «marque de fabrique» idéologique des «écologistes» dont l'activisme en fait les ardents défenseurs – conscients et/ou inconscients - d'un système «qui veut s'assurer le monopole de l'accès aux ressources naturelles de la planète, que celles-ci soient rares ou pas»,¹⁶ c'est à dire le système capitaliste de production, dont non seulement, ils ne cessent de combattre «naïvement» les dérives environnementales les plus flagrantes, mais à l'égard duquel ils observent cependant une sorte de sacralité en lui conférant implicitement le statut d'un système économique *naturel* et quasi *éternel*.

III. Les déterminants de l'architecture du paradigme

Avant de nous intéresser à l'impasse et aux contradictions inhérentes au paradigme du DD, voyons d'abord comment se sont constitués les déterminants, et les a priori ayant abouti à la «cohérence» de sa construction interne.

La construction du paradigme tire sa justification de trois facteurs essentiels:

1. Comme mentionné plus haut, le constat incontournable des *détériorations* inquiétantes de l'environnement, sous les formes d'une pollution atmosphérique générale (telles les « pluies acides » et leurs impacts écologiques divers sur la faune et la flore, ainsi que sur les activités humaines en général, etc.), du fait du réchauffement climatique, de la dégradation des sols, de celle des fonds marins et des mises en danger des espèces y vivant, pollution du littoral et des cours d'eau, déforestation sans replantation, avancée des déserts et recul du potentiel agricole, accumulation des déchets toxiques et nucléaires radioactifs, etc.

2. Comme fondement de la vascularisation énergétique des économies industrialisées et du fonctionnement vital de leur «système de machines», la trop grande *dépendance* des économies industrialisées à l'égard des ressources énergétiques fossiles, est de plus en plus perçue comme une *vulnérabilité* et une *fragilité*, qui ne peut plus être politiquement tolérée. Les autres raisons en cause sont liées au fait que ces ressources sont, non seulement des énergies non renouvelables, mais le fait que

leur offre, désormais soumise à une explosion structurelle des prix, soit aussi de plus en plus indexée à la prévision de son *extinction* dans les 40 années à venir.¹⁷

3. D'un côté, la peur qu'une *compétitivité mondiale accrue* pour la consommation du stock fini de ressources énergétique fossiles, risque d'exacerber des situations conflictuelles majeures et de ralentir le processus de l'accumulation du capital au «centre». De l'autre, «l'intrusion», en tant que force égale, des nouvelles économies émergentes sur les marchés énergétiques mondiaux et la généralisation planétaire du modèle capitaliste industriel de développement, constituent paradoxalement les deux principales craintes des pays industrialisés d'aujourd'hui. En effet la généralisation universelle du modèle de consommation que la mondialisation du capitalisme tend à «démocratiser», est tout simplement considérée comme *incompatible* avec l'état des ressources générales disponibles de la planète,¹⁸ au motif que celles ci sont données comme stock fini (et surtout difficilement répartissables au profit exclusif des seules pays capitalistes industrialisés).

Ainsi, la conjugaison de la «résurgence» des appréhensions malthusiennes, que partagent tous les défenseurs de l'écologisme (le modèle simplificateur – parce que *justificateur* de l'ordre économique inégalitaire établi – selon lequel l'accroissement de la population constituerait un danger inéluctable pour la consommation et l'utilisation des ressources finies de la terre), et les *aléas* d'une préservation hégémonique et exclusive des intérêts actuels des nations industrialisées (telle que préfigurée par la présente division internationale du travail), contre une éventuelle «contamination» concurrentielle imitative du modèle dominant de la part des nations pauvres, ont fini par produire les ingrédients de ce qui constitue véritablement le fondement culturel et l'humus idéologique sur lequel le dogme du DD tire sa force et son justificatif, et que seule l'argumentaire «scientifique» et le discours idéologique à sens orienté, arrivent à couvrir et à entretenir pour l'heure.

En tant que défenseurs et légitimateurs¹⁹ objectifs du capitalisme «écologiquement normatif», les deux armes préférées des écologistes sont l'expertise scientifique (grâce à leur panel d'experts confirmés²⁰ respectifs), et l'exploitation du sentiment de culpabilisation (pour ne pas dire une forme de «terrorisme intellectuel» déguisé) à outrance

que toute critique à leur égard risque de provoquer comme réaction,²¹ si le « tabou » du « penser écologiquement correct », venait à être un tant soi peu, remis en question, ou simplement questionné par rapport à la finalité des intérêts réellement défendus.

De par son essence, le courant écologiste est essentiellement un courant volontairement «naturaliste ». Sa défense de la nature et des équilibres environnementaux, est sa principale mission déclarée. Son action se veut ouvertement *civique* et *citoyenne* pour amener les citoyens à dénoncer et porter à l'attention de l'opinion publique, toute atteinte ou dégradation subie par l'environnement et la nature, soit *directement*, par le constat des faits d'atteintes visibles, soit *indirectement* en menant le travail d'expertise scientifique et d'investigation pour révéler les facteurs moins visibles, mais autrement plus nocifs, de mise en danger de la planète : telles les questions du réchauffement climatique et de ses incidences, les problèmes de contamination radioactive, de pollutions marines, etc.

En tant que premières protagonistes du paradigme du DD, et grâce à leur action de lobbying, les ONG écologiques sont parvenues à imposer au « durablement correct » leur signature : la finalité de la *norme* écologique. Ainsi tout projet, tout investissement, toute infrastructure, toute activité, etc., est désormais jaugé à l'aune de son « empreinte écologique », ²² afin de savoir si l'impact de l'action de l'homme est susceptible ou non de porter atteinte aux capacités de régénération bio productive de l'environnement.

Plus généralement, la mise en conformité sociale vis-à-vis de la norme écologique emprunte 2 voies essentielles

1. L'action *individuelle* de l'écologiquement correct passe par l'intériorisation de la culture du « geste responsable ». Ainsi toute personne soucieuse du respect de la nature doit:

- Manger «bio » et «local » afin d'économiser sur les dépenses générales d'énergie liées à la distribution, et promouvoir par la même la pratique d'une agriculture individuelle moins «intensive », sans dépendance quelconque à l'égard de ses intrants chimiques (pesticides, herbicides, engrais, etc.) grands facteurs de polluant directe lourde à l'égard des sous sols et des nappes phréatiques, mais également comme facteurs éradicateurs et appauvrisseurs de la biodiversité en général
- Trier ses ordures (papier à part, verre à part, plastique à part, restes de cuisine à part, etc.) pour 1. Faire des économies

d'énergie durant les étapes de leur tri et de leur recyclage, 2. Réduire la quantité d'ordures en achetant le moins possible les produits emballés coûteux en plastique d'emballage, produits à haut potentiel polluant quant à leur dégradation et à leur production, 3. Réduire les coûts de transports des déchets durant leurs phases d'enfouissement et/ou d'incinération, etc.

- Vivre dans un lieu d'habitation inspiré par la philosophie de « l'éco construction durable »:

a. Construit avec des matériaux n'ayant pas occasionné à la nature une dégradation ou un dommage quelconque à ses capacités régénératives, telle une déforestation sans replantation compensatoire pour le cas de construction à forte consommation de la « matière première bois », etc.

b. *Minimisant* pour son chauffage le recours à la consommation d'énergies fossiles, et *optimisant* toutes les autres formes d'énergies alternatives (l'éolien le solaire, l'hydro-électrique, le bioéthanol, le biocarburant, etc.).

c. L'aménagement des espaces intérieurs devant être particulièrement conçus pour optimiser les énergies emmagasinées, et de supprimer toute forme de pertes d'énergie intra-muros déjà disponibles.

d. Minimiser le recours à l'usage des moyens de transports individuel gros consommateurs d'énergies non renouvelables (recours à la généralisation de la pratique du covoiturage, du transport en commun, du vélo, etc.), et éviter au maximum le recours aux transports aériens responsables notoires d'émissions de carbone.

2. Encourager l'éclosion d'une culture écologique *sociale*, et la mettre en pratique: utiliser la fonction de porte-voix appropriés des « sentinelles écologiques » dévolue aux ONG spécialisées, pour dénoncer toute forme d'agression portée contre la nature, et imposer systématiquement la norme écologique afin que tout développement soit désormais « normé », c'est-à-dire dorénavant soumis à la *contrainte* du «label» «environnement et développement durable».

Comme pivot légitimateur du paradigme du DD et incarnation de ce même paradigme, l'approche «verte» opte, sous prétexte de sa responsabilisation, par la culpabilisation morale du consommateur, en l'incitant à plus de modération et de parcimonie concernant l'usage

qu'il fait de la consommation de la marchandise « énergies non renouvelables », du fait de sa raréfaction tendancielle et de la hausse corrélative de ses prix (soit sous sa forme directe, comme dans les domaines des transports, ou indirectes, lorsqu'il s'agit de tenir compte des dépenses d'énergie cumulées dans le procès de production et de distribution marchand en général.²³ La réinvention de cette nouvelle version de *l'homoéconomicus* vert (en quelque sorte un *homoécologicus*), met au jour de façon insidieuse une forme de culpabilisation dès lors qu'elle considère que c'est le consommateur (et non le système des rapports économiques capitalistes dominants), qui contribue et participe personnellement par son acte de simple consommateur, non seulement à l'épuisement global de cette ressource non renouvelable, mais aussi à la pollution globale que cela entraîne sous la forme d'un réchauffement climatique soutenu.²⁴ C'est ce qu'incarne et résume à la perfection le slogan si cher aux écologistes et aux défenseurs du DD de « l'agir local, penser global».²⁵

Au-delà de la pédagogie « leçon civique de l'écologie » proprement dite, l'approche idéologique procède d'une démarche par « nettoyage » dès lors qu'elle *court-circuite* l'existant et la réalité des rapports économiques et sociaux présents dans lesquels sont pourtant configurés les individus, lesquels cessant ainsi d'être des personnes en tant que telles, apparaissent plutôt sous l'angle significatif des rôles imposés compte tenu de la finalité que leur assigne leur fonctionnement réel : c'est-à-dire en fonction des *déterminants économiques* en place. C'est pourtant sous l'angle des rôles que leur assigne le système capitaliste dans son ensemble, un système où les individus ne sont ni écologistes, ni bouddhiste, ni pêcheurs, etc., mais plutôt des acteurs producteurs sociaux jouant le rôle économique en fonction de la division du travail qui leur est assigné par la logique de reproduction du capital. A ce titre chacun apparaît comme support objectivement déterminé en fonction de ce qu'attend de lui la finalité de cette division du travail : un rouage, qui plus est interchangeable dans sa personnification, de reproduction du système capitaliste de production, à la fois en tant que catégorie donnée salariée, et en tant que représentant du capital lui-même, et ce, en fonction de l'échelle de la hiérarchisation sociale en vigueur.

De par cette approche paradigmatique du DD, c'est cependant toute la négation de cette pyramide sociale et du socle économique qui la sous

tend, ainsi que des règles qui l'organise, qui est ainsi purement et simplement mise de côté.

La projection idéalisée d'un monde *désincarné*, un monde abstrait et dépouillé de ses déterminants marchands, conduit tout droit, non seulement à la négation et à la mystification du réel, mais aussi surtout aux conditions *utopiques* de sa transformation.

Le propre de ce discours écologique (et en même temps sa faiblesse), est qu'il apparaît comme le discours adressé à l'endroit du présumé dépositaire de la conscience écologique, c'est-à-dire le citoyen, en tant que témoin, et en tant que vis-à-vis anonyme, acteur coresponsable de son milieu et agissant comme gendarme, «l'espace écologique» ainsi visé relevant de la conscience citoyenne et du civisme de proximité. Cependant, au-delà du discours réarmant idéologiquement le simple citoyen comme sentinelle écologique, l'objectif inavoué de cette approche paradigmatique du DD (qui verse ainsi dans la mystification, le cliché et la contradiction), c'est surtout l'exploitation de «l'ambiguïté et de la culpabilisation, sous la forme de la peur latente» que procure la perspective, qu'une «démocratisation» planétaire du modèle industriel (le terme idéologique couramment consacré étant bien sûr celui de «croissance»), risque de produire comme catastrophe écologique débouchant sur l'épuisement des ressources si indispensables au système fonctionnant sur le «système de machines» consommateur d'énergie: le «système capitaliste de production.

En effet, compte tenu de ses déterminants idéologiques, ce paradigme du DD procède surtout par *mystification* dès lors que l'action qu'il conçoit se focalise uniquement sur les effets et jamais sur les causes. Ce paradigme procède ainsi parce qu'il assume la reconduction implicite du système de production, responsable du péril écologique, comme système allant de soi, tel un système quasi naturel sacralisé dans son existence. Si action citoyenne il y a, celle-ci étant supposée réparatrice et salvatrice, elle n'éteint ainsi malheureusement nullement le problème, mais au contraire, le reproduit, le reconduit, et l'amplifie à la fois.

Il y a dérive aussi du discours paradigmatique dès lors que celui-ci procède par *amalgame*, c'est-à-dire, dès lors que la dégradation de l'environnement, tant vilipendée et dénoncée comme telle, est perçue toujours en *isolation* de ses déterminants économiques.

En effet, le modèle «consommateur »/«destructeur » d'environnement, c'est-à-dire *boulimique* dans sa consommation frénétique de ressources de la terre, n'est ni plus ni moins que la manifestation d'une *loi économique* sans laquelle le système capitaliste de production ne peut tout simplement pas se passer. L'innovation technologique, est en effet l'expression du réaménagement du processus de production marchand dans le sens d'une *extension* de l'échelle de la production, donc nécessairement d'une extension corrélative de consommation de matières premières *plus importante*, indispensable à une réduction des coûts unitaires de production, fondement de prix plus compétitifs, et condition de réalisation d'une exigence élémentaire du capital : la loi de maximisation du profit. Ainsi, avec la reconduction du capitalisme (hypothèse *implicitement assumée* par les défenseurs du paradigme du DD), et avec elle la reconduction des modalités de consommation illimitée des ressources de la terre organiquement liée au fondement structurel du capitalisme, les protagonistes du DD se trouvent ainsi dans le paradoxe de la position inconfortable inverse inattendue. Celle d'agir *de facto* comme les défenseurs de « l'anti développement » lui même: *le développement non durable*, c'est-à-dire le système précisément fondé sur les technologies sophistiquées de pointe sans cesse renouvelées et de l'innovation sans cesse actualisée, avec leur axiomatique corollaire environnemental négatif inévitable sous la forme d'une explosion du besoin de consommation de matières premières.

Dans leur vision linéaire et simpliste d'un monde social bipolaire, et dans un souci d'atténuation et de «préservation » durable des ressources de la terre, les défenseurs du DD, ne trouvent pas autre chose que de conseiller aux pays pauvres, victimes passives de la crise écologique mondiale, à emprunter la «voie royale » imposée par un pseudo DD, et à les confiner ainsi dans une situation de dépendance structurelle totale : celle d'une approche à la fois condescendante et exotique du « développement » basé sur la production marchande simple et les robinsonnades économiques de la technologie intermédiaire, soft, du « small is beautiful », de l'agriculture biologique, etc. En somme, des approches toutes fondées sur un déni total des lois historiques fondatrices de l'ordre capitaliste de production actuel.

Une morale du DD où les nations riches ont pleins pouvoirs et puissance, et les pays pauvres soumission et dépendance. Bienvenue au capitalisme estampé vert, le capitalisme « made in ecology ».

IV. Les limites du paradigme

1. « Biocarburant » et énergies alternatives.

De par sa logique de fonctionnement, l'approche du paradigme du DD joue en réalité une fonction *d'éclaireur* à l'égard du capitalisme dès lors que son discours est en même temps un révélateur des voies et allées où l'action de ce système est indiquée (éolien, solaire, bio carburants, hydro électricité, technologie des moteurs électriques, nucléaire,²⁶ etc.). Sous l'action des écologistes, et grâce à eux, les agro carburants, ou ressources énergétiques renouvelables et alternatives, sont ainsi devenues l'incarnation et la réalisation d'un principe fondamental du DD. A ce titre, ils sont devenus l'exemple même de la perspective de l'affranchissement ultime du « système de production » à l'égard des ressources données *finies* de la planète que sont les énergies fossiles.

Préoccupation majeure autant des écologistes, que des représentants du capital, la recherche d'énergies alternatives renouvelables (avec leur nouveau support technologique approprié), pour libérer le capitalisme d'une dépendance jugée intolérable à l'égard des hydrocarbures (par définition une énergie non renouvelable), apparaît comme la principale des préoccupations des doctrinaires du DD. A ce titre, la substitution des énergies fossiles par des énergies industriellement reproductibles apparaît comme le rêve et la panacée des protagonistes du DD. La perspective de l'affranchissement du capitalisme à l'égard d'une source d'approvisionnement condamnée au tarissement prématuré et soumise à des prix incontrôlables, inaugure l'ère de l'éclosion de techniques de production alternatives jamais égalées jusqu'alors, et avec elles l'avènement d'une nouvelle période prometteuse d'un foisonnement de percées technologiques et de progrès révolutionnant les processus de production ainsi que d'une intense accélération dans l'approfondissement de la division internationale du travail, et avec elle, les perspectives d'une accumulation du capital sur une échelle encore insoupçonnée grâce à la perspective d'une augmentation substantielle des taux de profit.

La décision Nord Américaine de substituer 20% de sa consommation d'essence par de l'éthanol produit à base d'intrants agricoles (principalement le maïs, la canne à sucre, le soja et le palmier à huile), peut être considérée à la fois comme *novatrice* (inauguration mondiale d'une nouvelle filière technologique de production d'une énergie désormais renouvelable, prometteuse d'une indépendance inespérée à l'égard de la contrainte de ressources fossiles finies), et *symbolique* à plus d'un titre (la filière éthanol concernant les véhicules roulant à l'essence, et les huiles végétales celle des véhicules roulant au diésel). Grâce à l'invention des «bio carburants» se réalise enfin l'accomplissement d'un vieux rêve auquel tenaient tant les inspirateurs les plus déterminés du paradigme d'un DD où la «croissance» peut enfin être libérée de la hantise des retombées liées à l'extinction apocalyptique des ressources énergétiques fossiles non renouvelables. Voilà enfin réalisée la conjuration de la hantise des inspirateurs du *Rapport Meadows* et du *Club de Rome* ainsi que de leurs héritiers directs, les écologistes.

Si l'innovation d'une «énergie verte» reproductible à souhait, constitue indéniablement un franc succès par rapport à l'objectif du paradigme du DD, l'impact de sa production, qui s'est généralisée à toute l'Amérique Latine (Colombie, Bolivie, Honduras, Paraguay, Costa Rica, Nicaragua, Brésil (producteur leader), Argentine, etc.), ainsi qu'en Asie (Malaisie, le plus grand producteur d'huile de palme, et l'Indonésie), en Afrique productrice d'huile végétale (Nigeria, Cameroun, Bénin, etc.), s'avère quant à son bilan économique, sociale et environnemental, des plus catastrophiques.²⁷

D'emblée, la notion de «bio carburant» comporte une ambiguïté de sens. Ce référent général recouvre d'abord, toute énergie obtenue, à partir de la combustion de matières naturelles (tels la tourbe, le bois), de résidus ménagers et industriels (tels la sciure de bois, la paille agricole), de gaz méthane (obtenu par décomposition en confinement des déchets animaux frais soustraits de leur décomposition à l'oxygène libre), ou de tout processus de fermentation organique en général.

2. Le coût des énergies alternatives

Dans la réalité des industries des bio carburants, qui est aussi celle de la réalité économique²⁸ quelque peu éloignée du paradigme du DD, un «bio carburant» est en fait un «agro carburant»,²⁹ c'est-à-dire un carburant produit à base de *produits agricoles* (tels le sucre de canne,

le maïs, le soja, la betterave, l'huile de palme, etc.), cultivés sur des terres agricoles gérées de manière intensive en monoculture et utilisant pour cela les mêmes moyens que ceux de n'importe quelle exploitation capitaliste type : des machines agricoles, des produits chimiques, tels les fertilisants, les pesticides, les herbicides, le recours à l'irrigation, etc.

Sous le poids économique des perspectives de marché offertes par le développement de la filière de l'éthanol aux USA, deux tendances mondiales majeures se dessinent :

- sous l'effet d'une demande accrue sur le nouveau marché de l'éthanol, un *accroissement constant de terres* est graduellement consacré à une production toujours plus importante d'intrants agricoles.³⁰
- une tendance marchande concomitante globale se met en place et consacre progressivement la mise en place d'une *substitution* progressive de terres productrices de produits alimentaires pour la production d'éthanol.

Grâce à l'ouverture du marché initiée par le capital industriel et financier américain, principal agent régulateur du nouveau marché,³¹ l'accroissement de terres de production destinées à la monoculture intensive de cannes à sucre et de maïs (les 2 principaux intrants des usines d'éthanol), s'accomplit par la concomitance de 3 facteurs majeurs :

1. Une tendance à la *concentration* de la propriété foncière autour du modèle latifundiaire (particulièrement en Amérique Latine)³² sous l'effet de mécanismes :
 - Marchands classiques (les petites propriétés se vendant aux grandes),
 - Institutionnels, où la complémentarité des intérêts privés et publics se combinent sous la forme d'octroi de concessions, d'aides financières diverses, aussi bien étrangères (tels les programmes de soutien à la promotion des industries des agro combustibles de la part notamment des USA et du Brésil),³³ que nationales (abattement et exonération fiscales diverses,³⁴ subventions, etc.).
 - De mesures coercitives légales d'implantation de la filière (introduction obligatoire du mixe éthanol/essence pour la circulation de véhicules en Colombie, standardisation du rouler à hauteur de 40% d'incorporation «bio » au Brésil, etc.), ou

- De mesures ouvertement extra légales, telles l'usage de la violence des paramilitaire en Colombie (déplacements forcés, assassinats et menaces d'assassinat), ont largement favorisé et facilité l'implantation d'activités favorables à la filière des industries des agro combustibles.

2. Une tendance spéculative internationale nouvelle consacrée à l'achat de terres agricoles des pays du Sud destinées à la promotion de la production d'agro carburants et des cultures à vocation énergétiques. Ce phénomène commence à voir le jour, de façon souterraine, dans les pays d'Afrique particulièrement pauvres et à système social désorganisé et déstructuré (Mali, Mozambique, Ethiopie, République démocratique du Congo, Soudan, Tanzanie), ainsi qu'en Asie (Indonésie, Pakistan, Cambodge, Philippines, etc)³⁵

3. Un recentrage et une *reconversion* des usines de transformation existantes, les sucreries, en faveur de la production d'éthanol (facilitation du « Switch technologique »).

4. Une tendance extrêmement lourde à la *déforestation* rendue nécessaire pour le besoin de plus de terres pour produire plus de biomasses³⁶ pour satisfaire une demande toujours en hausse de la part des pays industrialisés.

La mise en place de la filière des agro carburants a induit un bouleversement et une reconfiguration de l'activité agricole dans son ensemble. D'activité vivrière et familiale qu'elle était, l'activité agricole est devenue une activité *d'exportation* quasiment «industrielle». Incorporée et «auxiliarisée» au marché des énergies fossiles, elle est appelée à se transformer de plus en plus en activité de substitution pérenne où sa complémentarité sera sollicitée de façon structurelle afin de pallier à l'épuisement à terme des gisements de pétrole.

Laissée aux libres mécanismes de marché, la part de la culture de maïs, de canne et de Palme (l'huile de Palme est l'ingrédient de base de la production du bio diésel), destinée à ce nouveau marché, est aussi appelée à augmenter en entraînant dans son sillage une *reconversion* systématique des cultures traditionnelles tant vivrières que spéculatives (telles les cultures de coton, de café, de soja, de céréales,³⁷ etc.), devenues dorénavant ouvertement moins rémunératrices et moins avantageuses.³⁸ A l'échelle de la planète, la généralisation de la progressivité de la norme d'incorporation d'Ethanol, transformera ainsi de *plus en plus* la production agricole en

une production de *moins en moins alimentaire*. La demande internationale pour plus d'agro carburants entraînant automatiquement une demande plus importante de terres pourvoyeuses, il s'ensuit inéluctablement, par un effet domino, une hausse généralisée de toute la chaîne des prix des *produits alimentaires*, autant des produits alimentaires directement touchés par la soustraction des superficies qui leur étaient consacrées (tels maïs et blé), que des produits dérivés obtenus par incorporation de ces même produits (fabrication de produits entrant dans la consommation animal et produits d'élevage en général), ou produits dérivés entrant dans la consommation finale humaine : lait, beurre, huile de table, œufs, fromage, viande, etc.

Les transformations agraires imposées aux pays du Sud, en tant qu'auxiliaires durables de production d'agro carburants au service du modèle énergétivore des pays capitalistes développés, ont entraîné des conséquences lourdes:

- La transformation des pays du Sud en *importateurs durables* de produits alimentaires (abdication du principe de la souveraineté alimentaire).³⁹
- La spirale inflationniste mondiale touchant la gamme des produits alimentaires à destination de ces pays, est appelé à s'inscrire dans la *durée*⁴⁰ avec la perspective de la récurrence des émeutes de la faim et l'augmentation des recours au palliatif des aides alimentaires internationales.⁴¹
- Un *ravage écologique* majeur durable accompagnant la mise en place de l'industrie des agro carburants: déforestation⁴² à des niveaux jamais inégalés (rapporté à *l'intensité*, la destruction mesurée en Million d'hectares, représente l'équivalent de la surface de *plusieurs pays réunis*),⁴³ associée à la perte irréversible d'une biodiversité millénaire (minérale et animale), ainsi qu'à la destruction de sites de vie de communautés indigènes vivant en parfaite symbiose avec leur milieu naturel (telles les diverses tribus d'Amazonie, d'Asie ainsi que les tribus pygmées d'Afrique de l'Ouest).
- *Pollution multiforme* à grande échelle des sols (usage intensif d'intrants chimiques), de l'atmosphère (pratique systématique du brûlis lors de la récolte de canne à sucre), des sous sols (à cause des résidus toxiques⁴⁴ accompagnant le procès de fabrication de l'éthanol), contamination des nappes phréatiques,

« contamination des cultures par les organismes génétiquement modifiés » et des cours d'eau,⁴⁵ etc.

- *Coût social et humain* incommensurablement élevé : sous prolétarianisation de la paysannerie chassée des secteurs vivriers désormais reconvertis à la production d'agro carburants, marginalisation des petits producteurs contraints à la culture sur des sols périphériques à fertilité réduite, remise en cause définitive des programmes de réforme agraire au détriment de millions de paysans sans terre, dépréciation générale des conditions sociales de travail (baisse des niveaux de salaires,⁴⁶ recours à la main d'œuvre saisonnière,⁴⁷ recours au travail des enfants, absence de protection sociale et violation de la législation du travail et des minima salariaux), et brutalité générales des conditions de travail proprement dites: mort par *épuisement*, ou par carbonisation lors des brûlis nécessaire à la récolte de canne à sucre, exposition prolongée sans protection aux produits chimiques, développement des maladies respiratoires, recours aux pratiques ouvertes de l'esclavage et du travail forcé sur les grandes exploitations nées par démembrement des forêts,⁴⁸ etc.

Transposé sur le terrain des faits économiques concrets, le paradigme du DD dans sa version «agro carburants », traduit avec fidélité la contradiction de ce que cette logique a toujours été: la fiction d'un développement capitaliste *durable*, ou *l'impossibilité* de concilier capitalisme et préservation infinie des ressources de la nature à son service. Cette dernière finalité n'ayant du reste jamais fait historiquement partie de la finalité du capitalisme.

Une fois consommé l'échec de la première «révolution verte » et du «miracle » biologique des variétés de semence à haut rendement des années 1970 grâce à leur réactivité élevée vis- à-vis des engrais chimiques (et au développement corrélatif des intérêts des industries qui en sont pourvoyeuses), à nourrir une population pauvre de plus en plus exclue des richesses produites, voilà que grâce à une « deuxième révolution verte » qui ne dit pas son nom, s'élabore au non du «DD », le nouveau paradigme d'une énergie désormais renouvelable et reproductible à souhait, mais dont la finalité économique aura été cependant surtout de *soustraire* des millions d'hectares du potentiel de la production de produits alimentaires vers la satisfaction des besoins en carburants de la machine capitaliste de

production, en produisant dans son sillage *l'antithèse* de son argumentaire fondé sur le «durable»: augmentation de la pollution systématique sur les lieux de production, détérioration du milieu naturel, appauvrissement et fragilisation extrême d'écosystèmes millénaires et surtout l'amorce d'une tendance *irréversible* de subordination des besoins alimentaires des pays économiquement pauvres, aux besoins prioritaires en énergie du système de machines des pays industrialisés (en quelque sorte, une sorte d'annulation des progrès relatifs de la première révolution verte), etc. En somme, autant d'effets dérivés indissociables de la nécessité du capital à se développer et à se valoriser. La filière «agro carburants» apparaît ainsi pour ce qu'elle est véritablement : une simple logique capitaliste marchande à l'œuvre.

A l'égard du capitalisme, le paradigme du DD a ainsi toujours servi à jouer une fonction de « filtre » idéologique de « dé fraction », consistant en une substitution de «l'environnemental et de l'écologique», placés comme question *nodale* centrale, au lieu et place du «développementale», c'est-à-dire au lieu et place du système capitaliste de production qui, de responsable hégémonique de la configuration spatiale et écologique de la planète d'aujourd'hui, devenu insidieusement par magie, un système qui relève d'un intérêt *accessoire* et subsidiaire, sans fondement particulier.

Les dérives de l'approche du DD consistant en une dérive exclusivement environnementaliste du «développement», véhiculent en réalité une double mystification.

- Mystification, dès lors l'environnement comme effet et résultat devient *la* question essentielle (même si celle-ci peut paraître très importante).
- Mystification, lorsque le système responsable et comptable de la dégradation du milieu, est totalement *occulté*.

Ainsi, en *occultant* ce qui à la source porte la responsabilité de l'empreinte de la dégradation écologique et environnementale, c'est-à-dire l'hégémonisme du système capitaliste de production, les porte-parole du DD deviennent malgré eux les défenseurs objectifs *complices*, et de cette même dégradation, et de ce même système de production.

Toute la question de savoir jusqu'où il est possible de continuer à se « lamenter » en faisant le constat « savant » renouvelé et actualisé de cette dégradation des ressources de la terre, et de la mise en danger

de cette terre, sans que l'humanité ne se donne les *moyens* véritables de changer de système, afin que la finalité du système de développement cesse d'être une *finalité exclusivement marchande* et devienne simplement un système au service de l'homme, et donc au service de la nature qui fait un avec l'homme, cette reconduction idéologique des choses ne fera cependant qu'aggraver le constat d'aujourd'hui : ce qui nuit à la nature nuira immanquablement à l'homme, et que tout discours incantatoire ne fera qu'entretenir la reconduction des forces économiques et des intérêts qui sont le soubassement du système de prédation des ressources d'aujourd'hui.

Ainsi, grâce au nouveau paradigme, la notion de DD devient ouvertement la réincarnation de la nouvelle religion d'un capitalisme mondialisé qui veut réinventer une société aseptisée de sa réalité et de ses contradictions. En d'autres termes, parvenir à la mise en place d'un paradigme borné par l'axiome tabou de la non remise en cause du système qui produit pourtant systématiquement la dégradation de l'environnement. Le capitalisme se soustrait désormais du regard critique et se réincarne dans «l'écologisme» et le «réchauffement climatique». Grâce à cette nouvelle focalisation, le DD, en jouant le rôle de cache sexe idéologique du capitalisme, confère pour ainsi dire une nouvelle virginité au capitalisme. Ainsi, le capitalisme, système économique soumis à des lois historiques, c'est-à-dire système *transitoire* par essence, se transforme désormais grâce à la magie du discours idéologique du DD, en un système «durable», c'est-à-dire tout simplement anhistorique. Avec le nouveau paradigme, le capitalisme est désormais «réincarné», par un effet de recyclage idéologique continu, dans le label «environnement» et «écologie» (un capitalisme «désincarné» en quelque sorte), procédé grâce auquel sont ainsi coupés *tous* les liens de filiation et de rattachement organique entre un système capitaliste de production qui façonne le milieu et l'environnement en fonction de la nécessité de sa valorisation économique propre, et l'état dans lequel cette valorisation du capital laisse la nature et le milieu une fois sa consommation de ressources achevée. Grâce au nouveau paradigme du DD, *cesse* désormais toute focalisation sur le capitalisme comme système «prédateur» de ressources configurant le milieu en conséquence de sa logique économique. Cette focalisation *disparaît* et soustrait ainsi de toute critique le capitalisme pour ne laisser place qu'à des préoccupations d'ordre *technique* (bio diversité, GES,

pollution, réchauffement climatique global, etc.), focalisant l'essentiel autour de solutions tout aussi techniques dont la portée et la finalité est de demeurer dans l'illusoire et le reconductible à l'infini. Grâce à la « bonne volonté » des écologiques, le capitalisme est désormais *absout* de tout pêché à l'égard de la nature et de l'homme (cet oublié du DD). Tout le problème consistant en la prévention du réchauffement climatique global au seuil des «deux degrés fatidiques ».⁴⁹

Mais au fait, une planète sans réchauffement climatique serait elle pour autant un éden de planète socialement et économiquement plus juste ? C'est pourtant sur la base de cette fiction que repose toute la construction de ce capitalisme normatif d'un genre nouveau. Si cependant le DD attaque implicitement le système dans ses *effets*, il ne le fait en fait que pour demeurer au niveau de l'aspect *purement factuel*, celui des faits, des situations perçus en isolation d'une chaîne de causalités, d'un processus dont le fondement est, et restera toujours le système économique capitaliste. En d'autres termes, le discours du DD légitime de fait un système donné en soi, ou comme allant de soi. Pour l'heure, ce discours ne semble pas encore avoir atteint la capacité idéologique à *dépasser le stade de l'analyse de laboratoire*, pour inscrire la préservation de l'environnement non pas comme tâche de l'action citoyenne (infiniment louable en soi, mais hélas toujours limitée au constat à posteriori de l'effet), mais comme tâche relevant d'une autre finalité économique, systémique celle là.

V. Conclusion

Pensé à l'origine comme moyen de gestion parcimonieuse des ressources de la planète au profit de l'humanité, le paradigme s'est avéré au final n'être qu'un discours de légitimation en règle d'une exploitation marchande des ressources de cette planète.

Présentant à dessein les ressources générales de la terre comme *stock fini*, quand elles ne sont en réalité qu'un *flux*, passant sous silence les capacités infinies de recyclage des produits de la standardisation arrivés en fin de vie et des ressources de matières premières en général, comme autant de moyens de réalimentation et de reconstitution du stock de ressources rares réutilisables à volonté, etc., le rapport *Meadows* fait de la focalisation sur les ressources générales et particulièrement les énergies fossiles à stock fini (en exploitant au passage le sentiment de culpabilisation apocalyptique de

« fin de monde » que cet argument implicitement charrie), *l'argumentaire échappatoire* grâce auquel s'est élaboré le paradigme du DD, et l'architecture de sa construction idéologique.

Ainsi, grâce au voile idéologique dont le système capitaliste de production a su se draper, c'est-à-dire la mise en avant du paradigme justificateur des pratiques capitalistes (le paradigme du DD fonctionnant ici comme une sorte de « paratonnerre idéologique » d'occultation/justification du système capitaliste), le culte du DD s'est ainsi idéologiquement insinué pour devenir en réalité un nouveau mode de *justification* de la consommation boulimique, tant des ressources générales que des ressources énergétiques de la planète, ressources autour desquelles s'est précisément construite par réaction toute l'architecture argumentaire fondant le paradigme.

Cependant, l'objectif de « préservation de l'environnement et les questions y attenantes, telles les GES, le réchauffement climatique, etc. », comme objectif en soi, demeure tout simplement un objectif *incompatible* avec l'a priori de la *finalité marchande*, caractéristique intrinsèque du fonctionnement du mode de production capitaliste. Les seules perspectives demeurant en dernière analyse des perspectives essentiellement marchandes, le justificatif au nom duquel se conjugue en dernière instance le paradigme, est par conséquent celui du capitalisme, c'est-à-dire le système qui par son essence est l'incarnation même du *développement non durable*.

Le capitalisme ainsi balisé, est celui d'un capitalisme d'un « genre nouveau », un capitalisme estampé « énergie renouvelable », recouvrant l'éolien, le solaire, le nucléaire, etc., ou celui plus général relevant des « innovations technologiques et du progrès technique » invoqués plus couramment sous l'appellation du nouveau paradigme « des économies de la connaissance ». Toute la démarche consistant au final, en la reconduction et la consolidation du capitalisme sur de nouvelles bases de progrès technique, et rien d'autre, et ce, quelle que soit le justificatif marketing sous lequel se décline le discours dominant du moment.

Produit et aboutissement d'un débat dont la focalisation sur l'environnement a toujours été une constante, le dernier *Sommet de la Terre de Copenhague* synthétise on ne peut mieux l'épuisement auquel est parvenu la démarche fondée sur le DD. D'un côté, la revendication par toutes les ONG de l'écologie, de l'arrêt des émissions de GES au delà du seuil critique des 2° C, comme *fin en soi*

(la focalisation sur cet objectif est considérée en effet comme *suffisante* pour la réalisation du paradigme). De l'autre, le constat de la persistance de la poursuite des politiques industrielles de développement économiques responsables depuis plus de deux siècles de ces mêmes émissions de GES.

D'un côté des revendicatifs pour se débarrasser des scories écologiques du capitalisme, de l'autre, des représentants politiques du capital plus soucieux de la préservation des intérêts marchands du système. Les uns agissant et dénonçant les *effets* d'un système vis-à-vis duquel ils ne se dissocient guère. Les autres, tout en reconnaissant les effets environnementaux produits, agissent d'abord pour le maintien et la défense du système capitaliste en place. Une apparente division idéologique des tâches où on a toutes les peines du monde à différencier véritablement l'opposition des uns vis-à-vis des autres.

L'attitude des adeptes du paradigme d'aujourd'hui, entretenant les a priori idéologiques qui sont les leurs, sont tout aussi incapables de se poser la question sur ce qu'a été le « monde » avant l'avènement de leur paradigme. Qu'est il donc advenu de ce monde à l'heure d'aujourd'hui, lorsque n'existaient pas encore ces questions de réchauffement climatiques et de GES ? Qu'était donc cet «éden» perdu de l'homme qu'est venu gâcher ce «réchauffement climatique»?

Agissant comme moyen de légitimation du système capitaliste de production, toute la force de ce paradigme du «DD », consistant en une approche de la *diversion*, c'est à dire du contournement de ce qui est l'essentiel, s'ouvre sur les voies de la *fiction*, en faisant de la résolution de la variable «environnement », la résolution des problèmes de l'humanité et l'avènement d'un éden sur terre, qui au final ne relève que de la perpétuation du même système capitaliste de prédation et des mêmes forces de régulation marchandes.

La question qui reste posée est celle de savoir, si aujourd'hui l'essentiel relève plus du changement climatique, ou si au contraire il relève d'abord du changement du système responsable d'une telle dérégulation climatique?

Notes

1. Le terme anglais équivalent utilisé, est celui de «Sustainable Development», plus conforme à la traduction de «développement soutenable». L'usage français a plutôt consacré et privilégié la traduction de «développement durable» (que certains considèrent comme un oxymore). Comme il le sera souligné plus loin, cette nuance, loin d'être anodine, révèle, au delà de sa traduction, un des plusieurs aspects de l'incohérence de l'approche elle même.

La notion de «terme», dès lors qu'elle est à forte connotation idéologique, est sans nuance retenue, au lieu et place de «concept», lequel renvoie à un pivot important d'une architecture théorique d'ensemble, laquelle se décline sans a priori idéologique de quelque nature que se soit.

2. Gro Harlem Brundtland qui fut la ministre norvégienne de l'environnement, présidât les travaux de la « Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement » en 1986. La publication en 1987, des conclusions de cette commission, intitulée « Notre avenir à tous », est aussi plus connue sous le nom de « Rapport Brundtland ».

3. Aujourd'hui, ce n'est qu'exceptionnellement que la particule « DD » n'est pas associé directement ou indirectement à l'énoncé de thématiques des recherches ou des travaux universitaires divers, liés de près et de loin aux questions de « développement » et « d'environnement » au sens large du terme. La référence « DD » s'invite tout aussi incongrûment dans des domaines aussi éloignés et variés que les questions ayant trait à l'étude des « Ressources humaines », des « Finances », de « l'Education », du « Tourisme », de « l'urbanisme », etc. Cette incohérence due au « prêt à penser » qui tend de plus en plus à se généraliser et à se systématiser (surtout dans les milieux à prétention académique de circonstance), est liée à l'approximation avec laquelle est appréhendée la notion même de « développement ». La meilleure définition que l'on peut en faire est celle que propose A. Phillips dans son article « the concept of development » : « There is no satisfactory definition of 'development' that does not already imply 'capitalism' » (il n'y a pas de meilleure définition de la notion de « développement » que celle qui suppose déjà la notion de « capitalisme » lui-même). *Review of African Political Economy*, N° 8 (Janvier-Avril 1977).

4. Manière de penser donnée comme idéologiquement conforme, conventionnellement admise et allant tacitement de soi, « Le 'paradigme scientifique' désigne, en première approche, un ensemble de principes théoriques, méthodologiques et pragmatiques, pas forcément précis ni explicites mais opérants, qui sont portés par les membres d'une discipline ou spécialité scientifique et qui sous-tendent les pratiques effectives de cette collectivité... Schémas de pensée ayant valeur de modèle dans un secteur de leur domaine », *Dictionnaire des sciences humaines*, 2006.

Comme ensemble d'idées circonscrites par une communauté intellectuellement dominante de voir les choses, un paradigme est une « Conception théorique dominante ayant cours à une certaine époque dans une communauté scientifique donnée, qui fonde les types d'explication envisageables, et les types de faits à découvrir dans une science donnée ». *Trésor de la langue française*, Gallimard, 1986.

5. Une illustration de l'inégalité globale, est sans conteste celle que nous offre la société Nord américaine, qui avec 7% de la population mondiale, consomme néanmoins à elle seule, le quart des ressources de la planète. A l'échelle des pays industrialisés, c'est 20% de la population mondiale monopolisant 86% de la consommation privée.

6. La fonction que joue ces pays, est celle de « pays poubelles », ou « pays décharges ». Les exemples de pays tels que La Côte D'ivoire, pour l'enfouissement sauvage de déchets chimiques hautement toxiques, et particulièrement le Ghana, pour le traitement des déchets industriels à support électroniques et informatiques, ou ce qui est appelé plus communément les « E -Wastes », en provenance de pays à forte image marketing en matière « d'écologique durable », et de protection de l'environnement (tels l'Allemagne, la Suisse, les Pays Bas, la Corée du Sud, etc.), montrent non seulement l'intensité de la dégradation que ce genre de pratiques font subir à l'environnement de ces pays, mais les retombées de santé publique et des coûts de soins impossibles à supporter par des populations démunies, dont des enfants, que la pauvreté contraint à travailler sur des sites pollués où la concentration des métaux lourds nuisible compte parmi les plus élevés au monde, tels les Phtalates, considérés comme produit chimique ayant une incidence direct sur la fertilité, ou la Dioxine, produit hautement cancérigène. Sans parler du cyanure, largement utilisé au niveau des sites d'orpaillage au Ghana. E-poisoning environment in Ghana. Greenpeace.<http://www.terraily.com/reports/Ewaste-poisoning-environment-in-Ghana-Greenpeace-999.html>.

7. Avec la création de l'ONG « *Club de Rome* », en 1968, à l'initiative privée d'industriels (particulièrement du groupe Fiat en la personne de Aurelio Pecci et Olivetti), de financiers (tels David Rockefeller), d'universitaires, d'hommes politiques et de fonctionnaires internationaux de l'OCDE (Alexander King, Bertrand Schneider), etc., fut lancée une étude dont la vision et l'approche, ouvertement globale, consacreront l'émergence du paradigme qui imprégnera et façonnera définitivement l'essentiel du discours dominant sur les questions de développement d'aujourd'hui.

8. La traduction française plus ambiguë, encore, et plus interrogative, est « Halte à la croissance ? », une question posée en soi, contrairement au titre anglais qui lui est nettement plus tranchée et plus affirmatif, et qui constitue déjà une réponse en soi. C'est là encore toute l'ambiguïté, de part et d'autre des locuteurs concernés, du paradigme et des discours qui les sous tendent.

9. On retrouve là une analyse dont les conclusions ne sont pas loin de la posture dogmatique Malthusienne concernant « l'incompatibilité », donné comme postulat déclaré, entre les tendances de la croissance du couple « Population » (pôle donné à croissance géométrique), et « Production » (pôle donné à croissance arithmétique). « La cause que j'ai en vue (que la population a une tendance constante à s'accroître au-delà des moyen de subsistance), est la tendance constante qui se manifeste chez tous les êtres vivants à accroître leur espèce plus que ne le comporte « la quantité » de nourriture qui est à leur portée...Ceci implique que la pénurie de subsistance agit comme un frein puissant et constant sur la population. Cette pénurie doit s'appliquer quelque part et doit nécessairement être ressentie par une large portion de l'humanité ». *Th. R. Malthus, cité par Jean-Marie Poursin & Gabriel Dupuy in « Malthus ». Editions du Seuil. 1972. P. 18.*

10. En matière d'efficacité, cette conception « marchande » de procéder par rapport à la responsabilité écologique, n'est pas sans conséquence. En effet, il n'est pas du tout certain que cette façon de procéder (la réparation monétaire), puisse véritablement et efficacement, venir à bout du dommage écologique déjà causé, ou à venir.

11. La force de l'action de ces ONG, réside, du fait de ses ramifications internationales, dans la capacité qu'elles ont à se constituer en réseaux de surveillance et d'alerte en temps réel, de toutes les atteintes et infraction écologique constatées. Elles sont ainsi toutes dotées de comités d'experts et scientifiques de haut rang. Parmi les plus médiatiques d'entre ces ONG, notons:

- 1 Greenpeace, crée en 1971 au Canada, pour s'opposer aux essais nucléaires américains en Alaska. Son combat de protection globale de l'environnement, porte contre le réchauffement climatique, la pollution chimique, le nucléaire, les organismes génétiquement modifiés, etc. l'ONG compte pas moins de 3 millions d'adhérents dans le monde.
- 2 WWF (the World wildlife Fund), chargé de la préservation des espèces animales. Son slogan «Un futur dans lequel les hommes vivent en harmonie », ou « Pour une planète vivante ». WWF est présent dans pas moins de 49 pays.
- 3 Fondation Nicolas Hulot, crée en 1990. Son slogan « Pour la nature et l'homme ». C'est cette fondation qui a fait signer le plan de charge écologique « Grenelle de l'environnement », à l'ensemble des partis politiques français. Ses travaux sur l'environnement et sa protection, sont mondialement connus.
- 4 Surf rider Foundation, crée en 1990. Son action porte sur la protection des mers et des océans. Elle intervient pour faire respecter la clause écologique dans le domaine des transports maritimes, vecteur de 90% du transport mondial de marchandises, afin de lutter contre les dégazages sauvages en haute mer (95% des dégazages se font de manière

intentionnelle). L'ONG intervient pour lutter contre les atteintes au littoral, les déchets nucléaires, la pollution des eaux de baignade, la pollution par les hydrocarbures et le problème des marées noires, etc.

L'UICN : L'union internationale pour la conservation de la nature, créée en 1948. Son objectif est de s'assurer d'une utilisation *durable* des ressources de la nature, de la préservation des écosystèmes et de la biodiversité. L'UICN est une ONG mondiale de conseil et de suivi. Elle affilié à elle seule 1000 (mille) ONG de par le monde, et pas moins de 160 pays: <http://fr.wikipedia.org>

12. En fait de synthèse, il s'agit plutôt de divers *préalables*. Toute la démarche de la résolution finale de la conférence (7 points de proclamation et 26 points de principes généraux) relève pour l'essentiel de vœux à l'adresse de « tous » les acteurs indifférenciés de la planète, c'est-à-dire à personne et à tout le monde à la fois : <http://fr.wikipedia.org>

13. Pour un bref aperçu de ces de ces cycles de conférences tournant autour de la thématique du DD, notons : Conférence internationale sur l'Habitat Humain à Vancouver en 1976, La Conférence de Nations Unies sur la Désertification à Nairobi en 1977, Première Conférence Mondiale sur le Climat à Genève en 1979, la Conférence Mondiale de l'Industrie sur la Gestion de l'Environnement à Versailles en 1984, la Conférence Internationale sur l'évaluation du rôle du Dioxine de Carbone et Gaz à effets de serre sur le Climat à Villach (Autriche) en 1985, la Conférence Internationale pour la Promotion de la Santé à Ottawa en 1986, le 2^o Sommet de la terre: la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro en 1992, la Conférence internationale sur la population et le développement au Caire en 1994, le Sommet Mondial pour le Développement Social à Copenhague en 1995, le Sommet Mondiale de l'Alimentation à Rome en 1996, la Quatrième Conférence Internationale sur la Promotion de la Santé à Jakarta en 1997, le Sommet mondial sur le Développement Durable à Johannesburg en 2002, Année des Désert et de la Désertification à Nairobi en 2006, la 13^{ème} Conférence des Nations Unies sur le Réchauffement climatique à Bali en 2007, etc.

14- Par un effet de « Poupées Russes », le discours dominant en matière de « développement », est un discours à plusieurs tiroirs. Le discours sur le DD se prolonge ainsi dans un autre paradigme, celui de « l'économie de la connaissance » et/ou de « l'économie du savoir », conception qui du reste n'est ni originale, ni nouvelle, qui fait de « l'innovation technique » la solution technique préalable aux problèmes écologiques de la planète, quand elle n'est en réalité qu'une solution essentiellement marchande : la solution et la réponse à la hausse des coûts de production affectant la compétitivité capitaliste. Ainsi résumée et comprise, la réponse aux problèmes technologiques du capitalisme coïnciderait naturellement par extrapolation également avec la résolution des problèmes environnementaux. Tout se

passant comme si l'humanité est sommée de demeurer en stand by en attendant de trouver la solution qui sied le mieux à ce système capitaliste de production.

15. Cette conception de la responsabilité transgénérationnelle est sans doute inspiré par la profondeur des propos d'Antoine de Saint Exupéry pour qui « Nous n'héritons pas de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants ». *Le Petit Prince*. Gallimard. 1943.

16. Samir Amin, *Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?* Editions Le Temps des Cerises, Paris 2009:

<http://www.cadtm.org/spip.php> ?

17. Les effets économiques et politiques des chocs pétroliers, sans cesse amplifiés, perdurent depuis 1976. La dépendance des sociétés industrialisées à l'égard d'une ressource indispensable à la vascularisation économique de l'ensemble des rouages de leurs sociétés, placent ces dernières face à une contrainte et un dilemme que seule une véritable révolution technologique du nouveau millénaire peut aider à contourner.

18. Certains auteurs font dire que, toute chose égale par ailleurs, la *généralisation* du modèle de consommation Européen, ne nécessiterait pas moins que l'équivalent des ressources de « 3 planètes terres » réunies pour sa réalisation, et de l'équivalent de « 6 planètes terre » pour asseoir les bases d'une généralisation mondialisée du modèle américain. Cette façon de voir, est aussi à *contrario* une manière de justifier l'impossibilité planétaire d'une reconduction inégalitaire du modèle de partage actuel des ressources de la planète. Par cette façon de poser le problème de gestion planétaire des ressources, on reconnaît indirectement au moins, qu'il y a bel et bien un sérieux problème de consommation extrêmement inégalitaire de ces ressources, que beaucoup de pays ne sont pas prêts à remettre en cause.

19. Le compagnonnage politique (pour ne pas dire complicité idéologique), entre écologistes, ONG environnementales, etc. et représentants institutionnels du capital et des Etat industrialisés, est un indicateur de la longue histoire de la complémentarité des rôles et des missions idéologiques communes.

20. Les « think tank » de la fondation Nicolas Hulot (également appelés « Comité de Veil Ecologique »), chargés de la fonction d'éclaireurs des débats, de défricheurs d'idées, de novateurs d'orientation, de percepteurs de tendances, représentent les « rails » intellectuels du « penser écologiquement correct », etc., comptent pas moins de 30 experts confirmés, toute spécialité confondue, allant du Philosophe (tel Dominique Bourg), jusqu'à l'agronome (tel Pierre Henri Gouyon) en passant par l'historien des sciences (tel Nicole D'Almeida), l'expert maritime (tel Christian Bouchet), l'écologue (tel Philippe Curvy), le zoologue (tel Roland Albignac), l'ingénieur urbaniste (tel Christine Dubois), l'économiste (tel Alain Karsenty), le pédiatre (tel Alain Grinfeld), l'écophysiologiste (tel Yvon

Lemaho), le médecin, l'enseignant, le spécialiste en « démocratie participative », le vétérinaire, l'anthropologue, etc.

Depuis 1996 la Fondation Nicolas Hulot est aussi reconnue organisation d'utilité publique. L'ONG joue également un rôle d'organisations consultatives auprès du Conseil Economique et Social de l'ONU. La plus part des ONG, telles Greenpeace, WWF, Surfrider Foundation, etc. sont également des structures consultantes auprès des institutions spécialisées des Nations Unies. Les tentatives de récupération réciproques dans des stratégies de marketing commercial à grande échelle n'y sont pas également étrangères.

21. Du point de vue de l'appréciation *factuelle* des tâches que ces associations environnementales sont amenées à accomplir, telle la portée médiatique de leur action concernant la dénonciation des différentes atteintes à la nature, leurs interventions en matière de nettoyage, de réparation, de préservation, de création de sites et niche écologiques protégés, de civisme et de comportement responsable, etc., la noblesse de leur mission reste *indiscutable*. Leur responsabilité porte plutôt sur la caution idéologique dont elles encensent une démarche dont la finalité est de toujours renforcer des faits et des catastrophes qu'elles sont amenées à combattre et à dénoncer sans cesse, tel le mythe de Sisyphe.

22. L'empreinte écologique mesure la *pression* qu'exerce l'activité économique sur les capacités de régénération des ressources de la terre. Plus cette pression est élevée, plus les capacités régénératives de la terre sont amoindries. Exprimée en « hectares globaux disponibles par personne de terres et de mers biologiquement productives », elle est évaluée en moyenne globale à 1.8 hectares globaux (11.3 Milliards de surfaces biologiques productives, pour 6 Milliards de personnes). Pour les USA, cette empreinte est de 9.5 hectares, 4.1 hectares pour les Pays Bas, 2.4 hectares pour le Brésil, 1.8 hectares pour l'Algérie, 2 hectares pour la Chine, 0.9 hectares pour l'Inde, etc. le calcul de l'empreinte reste néanmoins, relatif. Ramenée à l'échelle d'un pays, celle-ci dépend d'un facteur aléatoire : la superficie du pays concerné (*Wikipédia en ligne & Living Planet Report 2009*). En France, l'action du courant écologique a été particulièrement déterminante dans le projet de la « taxe carbone », une taxe qui, au-delà de sa fonction idéologique proprement dite (la sensibilisation de la société à la question des facteurs du réchauffement climatique et de ses incidences), veut faire financièrement payer le prix du non respect (ou de la compensation du dommage subi par la couche d'ozone), aussi bien par les consommateurs, que par les producteurs responsables de l'émission du dioxyde de carbone, un des composants actifs du réchauffement climatique.

23. Le « manger local » est directement inspiré par cette rationalité. En effet, la « circulation », c'est-à-dire la dimension « consommation d'énergie fossile » nécessaire à la distribution d'une marchandise peut être

impressionnante. En France, le produit « Yaourt aux fraises » parvenant sur la table du consommateur, « voyage » en moyenne, pas moins de 9000 Km.

24. Dans la littérature des écologistes, la référence au consommateur, acteur vigilant, et à son rôle valorisant de sentinelle écologique active et responsable, est résumé par le néologisme «*consomm'acteur*», pour « consommateur acteur ». La remise en cause du modèle de croissance existant, emprunte la même tournure d'expression avec «*objecteur de croissance*» décliné avec la même finalité «*qu'objecteur de conscience*», etc.

25. René Dubos lors du *2eme Sommet de la Terre* à Rio en 1992. Plus généralement, en matière de pertinence et d'*efficacité*, la question de l'interdépendance homme /nature, n'a de sens que si cette relation est saisie dans ce qu'elle a de matériellement déterminant, et non pas sur ce que son seul aspect philosophique suppose. C'est à dire être saisie à travers la matrice concrète des relations des déterminants économiques, politiques, financiers, de pouvoir, etc. Et c'est cependant cette approche biaisée des faits, que le courant des défenseurs du DD, tend de plus en plus à emprunter. Démarche qui constitue une autre manière d'occulter les rapports réels, les rapports déterminants. Comme on peut le constater, les généralisations relevant d'un certain a priori idéologique, tentent souvent à conforter et perpétuer en dernière analyse, la reconduction de l'ordre actuel des choses, en dépit des préoccupations qui alimentent de façon continue, les enjeux et préoccupations écologiques de l'heure.

26. Même si tous les écologistes s'en défendent, l'option du nucléaire comme énergie du futur, est incontournable. Technologiquement maîtrisée, elle demeure comparativement, une énergie plus « propre » que l'énergie produite à base de charbon, de loin l'industrie la plus polluante de l'heure.

27. Quand l'objectif « écologique » devient strictement une fin en soi, la catastrophe tant environnementale que sociale n'est plus très loin. Les exemples sont légions chaque fois que la primauté de l'objectif de l'impact environnemental l'emporte sur celui de l'homme et surtout sur une évaluation objective du système porteur des mêmes récurrences d'agressions permanentes sur ce qui fait l'environnement de l'homme au sens large du terme.

28. C'est ce qui fait dire au Professeur José de Souza que « le marketing c'est l'âme de l'affaire. Au Brésil, les propriétaires d'usine d'éthanol utilisent l'expression « bio » pour vendre leurs agro carburants à la population mondiale. L'intention est claire, produire une distance vis – à vis des réelles conditions de production d'éthanol ». *La production d'agro carburants: Bio essence ou Nécro essence ? 200:* <http://www.moratoire-agro-carburants.com/>.

29. Un glissement sémantique, largement entretenu au niveau de la sphère de communication publique, tend à faire oublier que la production d'éthanol est en réalité non seulement une production concurrentielle à la production

alimentaire, mais qu'elle en est même le facteur aggravant dans la plupart des pays producteurs qui sont pour une large part également des pays pauvres. Ceci sans parler des effets écologiques désastreux de telles cultures.

30. Au Paraguay 60% des terres agricoles du pays sont consacrées à la production d'agro carburants. *Ramon Gonzales. Western catholic reporter. « Fuel instead of food ». CCODP: Canadian catholic organisation for development and peace: [http://noticias.terra.com.br/brasil/...](http://noticias.terra.com.br/brasil/)*

31. Le rôle de leadership est mené par les acteurs économiques mondiaux bien connus que sont les grandes multinationales telles Monsanto (leader mondial pour la production d'OGM), Unilever, Nestlé, Procter & Gamble, Noble Group, ADM & Dreyfus, etc. En terme de rentabilité, la filière agro combustible attire principalement l'industrie automobile (qui se trouve ainsi du coup, dédouanée non seulement des coûts d'investissements élevés liés à l'amélioration de la génération de moteurs moins gourmands en énergie fossile et « éviter un abaissement des normes d'émission de CO2 pour les voitures particulières », mais aussi de l'effort l'investissement dans les énergies renouvelables alternatives), les multinationales pétrolières attirées par la perspective de taux de profit élevés rendus possible grâce au renchérissement structurel des énergies classiques, ainsi que d'hommes d'affaires d'envergure internationale, et d'Etats qui ont investi dans l'achat spéculatif de terres pour la production de la biomasse nécessaire à la production des agro carburants. « Les entreprises impliquées s'appellent : ADM, Cargill, Dupont, Syngenta, AlcoaGroup, British Sugar, British Petroleum, Shell, Mitsubishi, Chevron, Petrobrás, Total, PetroChina, Rabobank, Barclays, Société Générale, Toyota, Bill Gates, Georges Soros, Carlyle, Goldman Sachs ». *Corporate European Observer, 2007, traduction : C.Berdot, Amis de la Terre France : <http://amisdelaterre.org/DossiersAgrocarburantsa.html>.&M.Mhttp://noticias.terra.com.br/brasil/...unting. http://www.agter.asso.fr/article335_fr.html.*

32. La même tendance s'observe en Asie.

33. Ces 2 pays représentent 70% de la production mondiale d'éthanol.

34. En Colombie depuis 2002, la loi dite « N° 788 », exonère l'éthanol de la TVA. Depuis 2001, la Loi N° 693 fait obligation à toute communauté de plus de 500.000 habitants, d'incorporer de l'éthanol à l'essence traditionnelle, sachant que le prix de l'éthanol (204 \$ le gallon), est de loin supérieur au prix de l'essence (1.2\$ le gallon). *Hector Mondragon. 2008. "L'industrie de la canne à sucre en colombie": [http://noticias.terra.com.br/brasil/...](http://noticias.terra.com.br/brasil/)*

35. Ces projets, dirigés par des Etats souverains (Arabie Saoudite, Chine, Lybie, le Qatar, le Koweït), autant que par des entreprises Nord américaines (Jarch), espagnoles (Bionor transformacio), anglaises (Cams), coréenne (Daewoo)), japonaises, etc., visent deux objectifs majeurs: une production alimentaire additionnelle destinée à leurs marchés nationaux respectifs, et la

promotion d'une production destinée à la production de Bio éthanol et de bio diésel. Les mécanismes économiques puissants de mise en concurrence de la production vivrière locale à faible statut économique, ne laisse guère de doute quant à la perspective d'une incorporation marchande plus importante de terres à destination de la filière d'agro carburants, et une aggravation conséquente de la production alimentaire dans ces pays pauvres. Jean-Denis Croala, Oxfam France Agir, "Achat de terres; la liste s'allonge..." mars 2009: <http://www.moratoire-agro-carburants.com/signer.html>

36. Pour produire de l'huile de palme, la culture du palmier à huile a « consommé » en 5 ans (1985-2000), 87% de la forêt en Malaise. Au Brésil, en plus des 6 millions d'hectares déjà consacrés à la production de canne à sucre en 2006, il est prévu de « soustraire » à l'Amazonie quelques 70 Millions d'hectares supplémentaires. Aujourd'hui, 4 Millions d'hectares ont déjà été soustraits à la forêt de Bornéo et Sumatra. Pour les années à venir, il est prévu de sacrifier 16 Millions d'hectares de forêt pour la production d'huile de Palme en Indonésie. L'objectif de la déforestation à venir en Malaisie concerne l'objectif de 6 Millions d'hectares. George Manbiot. *Guardian* du 18.12.2005.

37. Le recul des terres de céréaliculture face à la boulimie des agro carburants, ne se fera alors qu'au prix douloureux d'une hausse des cours internationaux, avec les conséquences sociales prévisibles que seront les émeutes de la faim, l'augmentation de la famine dans les pays les plus pauvres, la sous alimentation infantile et adulte ainsi qu'une augmentation de la mortalité. Selon la FAO, « le développement des bio carburants pourrait faire monter les prix des denrées alimentaires sur les 10 prochaines années ». « Agro carburants » : nourrir l'homme ou la machine?: <http://www.agrocarb.fr/les-agrocarburants-kesako.php>

38. Le poids économique du marché des agro carburants est tel, que les prix des produits alimentaires sont toujours inéluctablement soumis à la hausse des cours même quand il n'y a ni diversion ni diminution des superficies agricoles consacrée à la production des produits alimentaires. Ainsi le détournement de la production de maïs américaine pour les besoins de l'industrie domestique de production d'Ethanol, a transformé ce pays traditionnellement exportateur en importateur net, bouleversant ainsi toute la structure des prix internationaux du maïs, et introduisant une explosion des prix en chaîne au sein de pays, tels le Mexique (devenu exportateur à destination des U.S.A) où le maïs y est le produit traditionnel alimentaire par excellence (la « tortilla », met de consommation mexicain populaire type, a vu son prix augmenter de 100% en 2006). *Le Mythe des agro combustibles.2008* : <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-7782.html>

39. Avec un taux d'incorporation de 1.9% d'Ethanol dans les carburants classiques fossiles, 100 Millions de tonnes de céréales ont été nécessaires pour les seuls besoins du mixe énergétiques de l'Europe en 2006. Avec un

objectif d'incorporation de 10% pour 2020, toute chose égale par ailleurs, pas moins de 500 Millions de tonnes de céréales seraient nécessaires pour les besoins de la seule Europe. La conformité à un tel objectif exigerait également d'y consacrer pas moins de 20% des terres agricoles Européennes. A l'échelle de la planète la véralité d'une couverture des besoins d'énergie par les agro carburants étant largement confirmée, il est estimé que si aujourd'hui toutes les terres de céréaliculture, de canne à sucre, de betterave, ainsi que tous les stocks existants, étaient consacrées à produire des agro carburants, le taux de couverture des besoins de transports en bio carburants ne dépasserait pas les 40% de la consommation mondiale totale. «*Les agro carburants*»: [http://agro carburants.fr/les-agrocarburants-kesako](http://agrocarburants.fr/les-agrocarburants-kesako).

En moyenne, la production de 50 litres d'Ethanol, soit l'équivalent de la moitié d'un réservoir d'un véhicule standard, nécessite pas moins de 232kg de maïs, soit l'équivalent de la quantité de calories nécessaires pour nourrir et alimenter une personne pendant une année. D'une manière plus générale, la quantité de *ressources* totales qu'il faut mobiliser pour la production d'agro carburants est encore plus importante. « Pour produire assez d'éthanol pour le plein (un plein) d'un réservoir d'une voiture aux Etats Unis, il faut autant de terre et de travail agricole (homme, outils, engrais) que pour produire la nourriture de 7 personnes pendant un an ». Hugo Chavez cité par Michel Walter, pour Terre sacrée, le 30 octobre 2006: <http://www.liberation.fr/terre/>

40. Parmi les facteurs déclencheurs de la hausse des cours internationaux, tels les insuffisances de pluies saisonnières, l'impact de la généralisation des modèles de consommation plus carnés, le FMI considère que 70% des cours mondiaux sont imputables aux effets liés à la production des agro carburants. En 2008, la hausse des prix de céréales est la plus élevée depuis 28 ans. <http://guardian.co.uk/environment/gallery/2008/apr/01/biofuel.foret>. « Les réserves mondiales de céréales sont à leur plus bas niveau depuis 40 ans » «Les transports des denrées alimentaires sur de longues distances mettent en péril l'approvisionnement »:

<http://www.guardian.co.uk/environment/gallery/2008/april/01/biofuel.forest>

41. « Dans le Nord du Bénin, les agriculteurs avaient déjà abandonné les cultures alimentaires au profit du coton et des arachides pour l'exportation. La population qui subvenait auparavant à ses besoins, dépend aujourd'hui du programme Alimentaire Mondial » (Patrick Awani,. « Synergie paysanne Bénin»: <http://www.agrocar.fr>). Au Sénégal, théâtre d'émeutes récentes de la faim, 200000 hectares (soit 10% des terres agricoles), sont prévues pour être affectés à la production d'agro carburant utilisant le Jatropha (Jatropha Curcas ou Pourghère), une plante adaptée aux cultures en sol aride. *Magali Rubina, Oxfam France 14 Mai 2009, « La campagne en Tanzanie »*.op.cit.

42. De par leur impact en terme de destruction des forêts à grande échelle, les agro carburants sont à juste titre également appelés « le diésel de la déforestation ».

43. Au Brésil 70 millions d'hectares de forêt à détruire, qui se surajoutent aux 6 millions déjà soustraits à la forêt, représentent l'équivalent de près 25 fois la superficie de la Belgique.

En Indonésie, 16 millions d'hectares de forêt détruite représente l'équivalent de 4 fois la superficie de la Suisse.

Pour la Malaisie, les 6 millions hectares de déforestation en perspective représentent l'équivalent de près 1.5 fois la superficie de la Suisse.

A eux trois, la déforestation nécessaire pour répondre aux besoins en agro carburants des pays industrialisés, a nécessité la destruction de l'équivalent de près 5 fois la superficie réunie de l'Angleterre, la Suisse et la Belgique.

44. La production d'éthanol génère entre 10 à 13 litres de Vinasse, produit à fort potentiel polluant. Au Brésil, pour une production globale de 17.4 Milliards de litres d'éthanol en 2006, c'est quelques 174 Milliards de litres de vinasse déversés sur les sites des cannaies. « Le Mythe des agro combustibles. 2008»:

<http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-7782.html>

45. Nadia Djabali, *Les fonds spéculatifs s'attaquent à l'agriculture*. Mars 2009. L'usage des nitrates tend à développer par le processus d'eutrophisation la multiplication d'algues qui, en absorbant tout l'oxygène présent dans l'eau, tend à tuer par asphyxie toutes les espèces aquatiques vivant dans ce milieu, créant ainsi des zones de non vie, et une extension de l'appauvrissement de la bio diversité en général.

46. Le recrutement de la main d'œuvre se fait de manière indirecte par le biais d'intermédiaires peu scrupuleux de la législation du travail confortant par la même les entreprises de plantation de toute forme de responsabilité en cas d'accident de travail ou de violation de la législation de travail. « ... dans les années 80, les travailleurs coupaient près de 4 tonnes et gagnaient l'équivalent de R\$ 9 par jour. Aujourd'hui, pour gagner R\$ 6.88 par jour il faut couper 15 tonnes de canne à sucre ». Pedro Ramos, cité par Maria Louisa Mendoca « Les effets destructeurs pour la réforme agraire et pour les travailleurs ruraux au Brésil »: <http://noticias.terra.com.br/brasil/...>

47. Au Costa Rica, 15% de la main d'œuvre employée sur les cannaies, a un double statut : celle ci est à la fois saisonnière et étrangère. Gérard Cerdas Vegas. *Les industries des agro combustibles au Costa Rica, Nicaragua et Honduras*. Opo.cit.

48. Au Brésil, 17 travailleurs sont morts par épuisement entre 2005 et 2006. En 2005, selon le ministère brésilien du travail et de l'emploi, le MTE, « 450 travailleurs trouvent la mort dans les usines de Sao Paulo. Les causes de ces morts sont les assassinats, les accidents lors du transport précaire vers les usines, les maladies comme les arrêts cardiaques, le cancer, et également les

cas des travailleurs carbonisés durant les brûlages... 1383 personnes travaillant dans les cannaies sont mortes dans des circonstances semblables entre 2002 et 2006 » ... « En Mars 2007, des contrôleurs du MTE ont libérés 288 personnes travaillant dans des situations semblables à celles de l'esclavage dans six usines de Sao Paulo. Durant une autre opération réalisée en Mars, le groupe de contrôle ...a sauvé 409 travailleurs ... Parmi eux, il y avait 150 indigènes. En Juillet 2007, les contrôleurs du Ministère du Travail ont libéré 108 travailleurs... ». Même l'organisation internationale du travail, l'OIT, s'est faite l'écho des conditions quasi esclavagistes dans lesquelles étaient traités les travailleurs des cannaies du Brésil. «Le mythe des agro combustibles»: <http://noticias.terra.com.br/brasil/...>

49. L'ambivalence de la posture idéologique propre aux écologistes, est amplement résumée dans une digression circonstanciée à l'occasion du commentaire de T. Lecomte, fondateur d'Alter Eco, à propos du dernier film de N. Hulot, « Le syndrome du Titanic », mettant en lumière l'importance du rôle *communicationnel* liée à la personnalité de N. Hulot, figure emblématique de l'écologie française, à sensibiliser sur le danger écologique imminent encouru par la planète. « Il ne s'agit plus de s'engager pour la gauche ou la droite, mais placer l'environnement sur un plan supra politique, et d'utiliser sa notoriété médiatique (celle de N. Hulot), pour faire pression, sur le politique et susciter l'adhésion du public ». Ce serait ainsi l'action de lobbying citoyenne qui parviendrait à régler à elle seule les problèmes environnementaux de la planète, et non la résolution des problèmes en lien avec le système générateur de ces mêmes problèmes. *L'express* du 06.10.2009.

Bibliographie

1. Awani, Patrick. "Synergie paysanne Bénin": <http://www.agrocar.fr>.
2. Berdot, C. (traduction) : *Corporate European Observer*, 2007.
3. Croala, Jean-Denis. Oxfam France Agir: "Achat de terres; la liste s'allonge.....", mars 2009: <http://www.moratoire-agro-carburants.com/signer.html>
4. *Dictionnaire des sciences humaines*, 2006.
5. Djabali, Nadia. "Les fonds spéculatifs s'attaquent à l'agriculture", mars 2009. <http://www.cadtm.org/spip.php?article3261>.
6. Dubos, René. 2^{ème} Sommet de la Terre.1992. Rio de Janeiro.
7. Fondation Nicolas Hulot: <http://www.fondation-nicolas-hulot.org/node/148>.
8. José de Souza. *La production d'agro carburants: Bio essence ou Nécro essence?*, 2008.
9. *L'express*.06.10.2009.
10. Manicor, Jean Marc. "Qu'y a-t-il donc dans le 'Rapport du Club de

Rome ?": www.manicore.com.

11. Manbiot, George. *The Guardian* du 18.12.2005.
12. Mondragon, Hector. "L'industrie de la canne à sucre en colombie". <http://noticias.terra.com.br/brasil/...2008>.
13. Pedro, Ramos cité par Maria Louisa Mendoca, "Les effets destructeurs pour la réforme agraire et pour les travailleurs ruraux au Brésil": <http://noticias.terra.com.br/brasil/...>
14. Poursin, Jean-Marie & Gabriel Dupuy. *Malthus*. Editions du Seuil. 1972.
15. Rapport des nations Unis, 1986. "Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement", "Rapport Brundtland: Notre avenir à tous", 1987.
16. Ramon Gonzales. *Western Catholic Reporter*, "Fuel instead of food", CCODP: Canadian catholic organisation for development and peace: <http://noticias.terra.com.br/brasil/...>
17. Rubina, Magali. Oxfam France 14 Mai 2009, "La campagne ...en Tanzanie", op.cit.
18. Samir Amin, *Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise?* Editions Le Temps des Cerises, Paris 2009. Extrait du site <http://www.cadtm.org/spip.php>.
19. Surf rider foundation: <http://www.surfrider.org/>.
20. *Trésor de la langue française*. Gallimard, 1986.
21. UICN: <http://www.uicn.org/>.
22. Vegas, Gérard Cerdas. *Les industries des agro combustibles au Costa Rica, Nicaragua et Honduras*. Opo.cit.
23. Wikipédia en ligne & Living Planet, "Report 2009."
24. WorldWideFundforNature: [http://encyclopedia.thefreedictionary.com/WWF+\(wildlife\)](http://encyclopedia.thefreedictionary.com/WWF+(wildlife)).

Webliographie

1. <http://noticias.terra.com.br/brasil/...> : "Le mythe des agro combustibles."
2. <http://agro carburants.fr/les-agrocarburants-kesako>: "Les agro carburants."
3. <http://www.gardian.co.uk/environment/gallery/2008/april/01/biofuel.forest>
4. <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-7782.html>: "Le Mythe des agro combustibles", 2008.
5. <http://www.moratoire-agro-carburants.com>.
6. <http://amisdelaterre.org/DossiersAgrocarburantsa.html>.&M.M<http://noticias.terra.com.br/brasil/...unting>.
7. <http://www.agter.asso.fr/article335-fr.html>.
8. <http://fr.wikipedia.org>
9. <http://www.terraily.com/reports/E-waste-poisoning-environment-in->

Ghana:Greenpeace-999.html: "E-waste poisoning environment in Ghana: Greenpeace."

10. <http://www.greenpeace.org/seasia/th/press/reports/chemical-contamination-ghana>: "Chemical contamination at e-waste recycling and disposal sites in Accra and Korforidua, Ghana".
11. <http://www.reservoirs-pleins-assiettes-vides.org/>.
12. <http://www.montraykreyol.org/spip.php?article1333>
13. <http://futurquantique.org/environnement/298-bioethanol-reservoirs-pleins-et-assiettesvides><http://www.earthprint.com/productfocus.php?id=FAO10953>
14. <http://tpebiocarburants.unblog.fr/>.
15. <http://tpebiocarburants.unblog.fr/>.
16. <http://www.cadtm.org/La-Banque-mondiale-censure-un>.
17. <http://www.guardian.co.uk/environment/2008/jul/03/biofuels.renewableenergy>
18. <http://alainet.org/active/24739>.
19. <http://fr.wikipedia.org/Biocarburants>.
20. <http://noticia.terra.com.br/brazil>.
21. <http://www.agoravox.ty>.
22. <http://deforestation-amazone.org>.
23. <http://www.amisdelaterre.org>
24. <http://www.thewindpower.net>
25. http://www.agter.asso.fr/article335_fr.html.
26. <http://www.climaturgie.info/article-les-agrocarburants-fausse-solution-et-vrais-problemes-pour-les-paysans-du-sud-41212985.html>.
27. <http://www.agrocarb.fr/les-agrocarburants-kesako.php>
28. [http://www.terraily.com/reports/E-waste-poisoning-environment-in-Ghana: Greenpeace-999.html](http://www.terraily.com/reports/E-waste-poisoning-environment-in-Ghana-Greenpeace-999.html).
29. <http://www.greenpeace.org/international/>.
30. <http://www.liberation.fr/terre/>